

## REPENSER LA CRISE AU KIVU : MOBILISATION ARMÉE ET LOGIQUE DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Jason Stearns et Raphaël Botiveau

Editions Karthala | *Politique africaine*

2013/1 - N° 129  
pages 23 à 48

ISSN 0244-7827

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2013-1-page-23.htm>

Pour citer cet article :

Stearns Jason et Botiveau Raphaël, « Repenser la crise au Kivu : mobilisation armée et logique du gouvernement de transition », *Politique africaine*, 2013/1 N° 129, p. 23-48. DOI : 10.3917/polaf.129.0023

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Karthala.

© Editions Karthala. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

JASON STEARNS

## REPENSER LA CRISE AU KIVU : MOBILISATION ARMÉE ET LOGIQUE DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Plusieurs théories ont été avancées pour expliquer la persistance du conflit dans l'Est du Congo, insistant tour à tour sur la faiblesse de l'État, les ressources naturelles abondantes, ou encore l'importance des conflits locaux. L'article soutient pour sa part que de telles approches ne permettent pas de rendre compte des variations internes au conflit et de comprendre comment revendications et intérêts s'expriment à travers la mobilisation armée. À partir d'une recherche sur trois groupes armés menée au Kivu – CNDP, Pareco, et Raia Mutomboki –, l'auteur insiste sur les réseaux sociaux et les lignes de faille qui sous-tendent les groupes armés. La persistance du conflit peut ainsi être comprise à travers les scissions politiques engendrées par le processus de paix, des réseaux de mobilisation forts et le recours croissant des acteurs politiques aux groupes armés pour renforcer leur poids.

L'Est du Congo semble en perpétuelle ébullition. En dépit de l'accord de paix de 2003 qui a réuni le pays et stabilisé la majeure partie de son territoire, la région orientale du Kivu a connu une escalade de la violence. Il existe un consensus général sur la séquence des événements qui ont marqué cette escalade. En 2004, des dissidents de l'ancien Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), soutenu par le Rwanda, ont lancé une nouvelle rébellion qui a pris le nom de Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). Le CNDP s'est appuyé sur la communauté tutsi du Congo et sur le gouvernement rwandais. Si d'autres groupes armés étaient également présents dans l'Est du Congo, ils furent en général incapables de projeter leurs forces ou de déstabiliser la région au-delà de leurs bastions ruraux. Les efforts répétés pour aboutir à la paix échouèrent, jusqu'à ce que le gouvernement congolais finisse par signer un accord avec son homologue rwandais, fin 2008, au terme duquel le CNDP était intégré à l'armée nationale congolaise. En avril 2012, cet accord tomba à son tour quand d'anciens chefs du CNDP se lancèrent dans une nouvelle rébellion, le M23.

Pourquoi cet interminable conflit ? Experts et chercheurs ont avancé différentes explications ancrées dans des écoles théoriques et de pensées distinctes. En simplifiant, disons qu'elles insistent sur la faiblesse étatique, l'abondance des ressources naturelles et l'importance des conflits locaux pour

expliquer la persistance de la violence. Comme le résumait un journaliste ougandais: «le problème du Congo est d'être trop grand, trop riche et trop faible»<sup>1</sup>.

Ces théories n'expliquent cependant pas comment revendications et intérêts en viennent à se traduire en une mobilisation armée. Cette étude change ainsi d'objet, passant de la violence aux belligérants qui la créent, et des causes de l'insurrection au processus de l'action collective. À partir de la sociologie des mouvements sociaux non-violents et d'entretiens avec 81 membres de groupes armés, de la société civile, du monde des affaires et avec des hommes politiques, nous comparons l'émergence et les trajectoires du CNDP, de la Coalition des patriotes résistants congolais (Pareco) et des Raia Mutomboki, trois types différents de mobilisation armée dans l'Est du Congo depuis 2003<sup>2</sup>.

Nous affirmons que pour comprendre l'exceptionnalité du Kivu il faut saisir la base et le contexte social de la mobilisation armée: les réseaux sociaux qui sous-tendent la structure interne d'un mouvement et les liens entre chefs coutumiers, élites politiques et gouvernements régionaux. Nous appellerons ici «contexte social» les opportunités politiques et sociales qui encouragent une telle mobilisation: des événements comme les migrations, les chocs économiques et les élections.

Partant de là, nous retraçons l'escalade de la violence et les changements politiques et sociaux qui ont été provoqués par le processus de paix qui, s'il est parvenu à unifier le pays, a aussi retiré leur pouvoir à des acteurs militaires et politiques de premier plan et, ainsi, engendré de nouveaux conflits. L'émergence du CNDP a ensuite déclenché l'arrivée en cascade d'autres groupes armés alimentés par des communautés locales cherchant à se protéger, mais également par des élites politiques désireuses d'accroître leur poids politique. Si chaque groupe armé s'est développé à partir de ses propres dynamiques, chacun repose aussi sur de solides réseaux de mobilisation: dans le cas du CNDP, ils se sont construits autour d'ethnicités et d'une expérience militaire commune; dans celui des Raia Mutomboki, ces réseaux sont également ethniques, mais centrés sur des soldats démobilisés et des mineurs artisanaux.

1. D. Kalinaki, «We Have Had Two Decades of War in Congo, How About we Try Some Love?», *The Daily Monitor*, 2 août 2012.

2. Les entretiens ont été réalisés de mars à décembre 2012, aux Nord et Sud-Kivu, dans le cadre du Projet Usalama, initiative de recherche du Rift Valley Institute sur les groupes armés dans l'Est du Congo.

### DES EXPLICATIONS DIVERSES : ÉTAT FAIBLE, MALÉDICTION DES RESSOURCES ET CONFLITS LOCAUX

Si l'on part de la violence de masse perpétrée dans les régions montagneuses de l'Est en 1993, les guerres congolaises en sont presque aujourd'hui à leur troisième décennie, c'est-à-dire bien tristement en dehors du spectre de la durée « moyenne » des guerres civiles<sup>3</sup>. Utilisant les déplacements de populations à l'intérieur du pays comme élément de mesure de la violence, on constate qu'après une diminution significative suite à l'accord de paix de 2003, les déplacements de populations ont une nouvelle fois augmenté de façon considérable de 2006 à aujourd'hui<sup>4</sup>.

Vue de l'extérieur, la faiblesse de l'État congolais est peut-être le trait le plus saillant pour expliquer la persistance de la violence. Des auteurs comme Denis Tull et Timothy Raeymaekers ont affirmé que l'absence d'institutions étatiques solides et impartiales a permis à des élites de parasiter l'État, de se l'approprier pour servir leurs propres intérêts et de créer de nouvelles formes de gouvernance, processus dont la communauté des bailleurs a été complice<sup>5</sup>. Pour ces auteurs, l'État n'a pas tant disparu qu'il n'a été radicalement transformé; la violence armée n'a pas pour origine un vide sécuritaire mais des groupes – hommes d'affaires, élites politiques, chefs coutumiers – qui ont pris le dessus sur la police, l'armée et les services des douanes et des impôts pour satisfaire leurs intérêts personnels.

L'État, toutefois, est faible et clientéliste dans l'ensemble du pays. Pourquoi dans ce cas le conflit demeure-t-il aussi insoluble au Kivu? Pourquoi la violence a-t-elle considérablement décliné en Ituri – même si l'activité armée y a connu une augmentation marquée durant l'année écoulée, on est loin des pics de violence de 2002 à 2005 – alors qu'elle s'intensifiait au Kivu? Bien que cette analyse fournisse un argument structurel convainquant, elle ne considère pas les causes directes de la violence actuelle.

3. Une évaluation des durées des guerres civiles dans 52 pays place la moyenne à sept ans. P. Collier, A. Hoeffler et M. Söderbom, « On the Duration of Civil War », *Journal of Peace Research*, vol. 41, n° 3, mai 2004, p. 253-273.

4. Internal Displacement Monitoring Centre, « Democratic Republic of The Congo: IDPs Need Further Assistance in Context of Continued Attacks and Insecurity », <[www.internal-displacement.org/countries/drcongo](http://www.internal-displacement.org/countries/drcongo)>, consulté le 9 mars 2013.

5. D. Tull, « A Reconfiguration of Political Order? The State of the State in North Kivu », *African Affairs*, vol. 102, n° 408, 2003, p. 429-446; T. Raeymaekers, *The Power of Protection: Governance and Transborder Trade on the Congo-Ugandan Border*, thèse de doctorat en science politique, Université de Gand, 2007; T. Raeymaekers, « Why History Repeats Itself in the Eastern Congo », *e-International Relations*, 20 décembre 2012, <[www.e-ir.info/2012/12/20/why-history-repeats-itself-in-eastern-dr-congo/](http://www.e-ir.info/2012/12/20/why-history-repeats-itself-in-eastern-dr-congo/)>, consulté le 8 février 2013; P. Englebert, « Why Congo Persists: Sovereignty, Globalization, and the Violent Reproduction of a Weak State », *Queen Elisabeth House Working Paper*, n° 95, février 2003.

Un corollaire de cet argument, lié à la facilité d'organiser une rébellion, se concentre sur l'abondance des ressources naturelles dans l'Est du Congo. Deux séries d'arguments sont généralement invoquées dans les recherches universitaires : l'abondance des ressources alimente la rébellion car elle facilite le recrutement de soldats et l'achat d'armes par les chefs rebelles<sup>6</sup>. Alternativement, l'abondance des ressources naturelles peut affaiblir l'État puisque leur facilité d'extraction rend les gouvernants moins prompts à construire un État fort et une administration efficace<sup>7</sup>.

Pourtant, comme l'argument stato-centré, l'idée que la présence de ressources faciliterait les rébellions – idée à laquelle on pourrait ajouter la topographie difficile du Kivu et son inaccessibilité depuis la capitale – n'explique pas les variations internes au Congo. Elle comprend également un problème d'ordre factuel : certains des principaux groupes rebelles dans l'Est du Congo, particulièrement le CNDP et ses successeurs du M23, n'ont pas occupé les grandes zones minières et ont préféré faire de l'argent en extorquant les entrepreneurs économiques et en taxant les routes commerciales et autres postes douaniers<sup>8</sup>. Officiellement, seuls 14 % de ce commerce, dont la majeure partie concerne les carburants, proviennent des minéraux<sup>9</sup>.

Une nouvelle hypothèse a gagné du terrain depuis quelques temps, insistant sur les conflits locaux autour du foncier et de l'autorité coutumière<sup>10</sup>. Par exemple et tout en reconnaissant que d'autres facteurs contribuent au conflit, Autesserre écrit que : « la principale raison pour laquelle la stratégie de construction de la paix au Congo a échoué est que la communauté internationale a prêté trop peu d'attention aux causes profondes de la violence qui y a cours : les conflits locaux sur la terre et le pouvoir »<sup>11</sup>. Une autre déclinaison de cette approche « par le bas » suggère que c'est la marginalisation sociale et

6. M. Ross, « The Political Economy of the Resource Curse », *World Politics*, vol. 51, n° 2, janvier 1999, p. 297-322; J. Weinstein, « Africa's Revolutionary Deficit », *Foreign Policy*, mai-juin 2007, p. 74-75.

7. P. Collier et A. Hoeffler, « Resource Rents, Governance, and Conflict », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, n° 4, août 2005, p. 625-633.

8. *Rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, document du Conseil de sécurité S/2008/772, 12 décembre 2008; *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, document du Conseil de sécurité S/2012/843, 15 novembre 2012.

9. A. Tegera et D. Johnson, « Rules for Sale: Formal and Informal Cross-Border Trade in Eastern DRC », Goma, Pole Institute, mai 2007.

10. S. Autesserre, *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010; M. Mamdani, « The Invention of the Indigene: Congo Explained », *The London Review of Books*, vol. 33, n° 2, janvier 2011, p. 31-33.

11. S. Autesserre, « The Trouble With the Congo: How Local Disputes Fuel Regional Conflict », *Foreign Affairs*, mai-juin 2008, p. 95.

l'anomie, particulièrement répandue parmi les jeunes et les déplacés, qui guide la mobilisation<sup>12</sup>.

Cela pourrait en effet expliquer l'exceptionnalité du Kivu puisque cette zone montagneuse de l'Est comprend certaines des parties du pays les plus densément peuplées, où jusqu'à 300 000 Rwandais se sont installés pendant la période coloniale pour travailler sur les fermes et les plantations. Après l'Indépendance, plusieurs lois ont mis en cause la citoyenneté et le droit à la terre de ceux que l'on appelle les Banyarwanda. Les institutions coutumières en crise, déformées à la fois par le colonialisme et les périodes postérieures, ont également semé le trouble du fait des luttes de succession entre les chefs et celles menées contre l'influence d'autres groupes ethniques.

Il ne fait aucun doute que les rébellions armées ont puisé dans ces tensions : presque chaque groupe belligérant s'est soit revendiqué de la lutte contre les Banyarwanda soit au contraire de la protection de ces derniers, et s'est constitué en mobilisant de jeunes frustrés. Mais cet argument postule un lien continu entre sentiments de marginalisation et activité armée. Les sources de revendications sont pourtant légion au Congo et les conflits sur le foncier et le régime coutumier existent dans chacune des dix provinces du pays. Pourquoi alors ces troubles auraient-ils débouché sur une mobilisation armée au Kivu et non ailleurs ? Alors que ce type d'approche selon une logique ascendante est pertinent pour le cas de milices rurales comme les Raia Mutomboki, elle ne rend pas compte de la séquence d'événements qui ont produit les différents cycles de violence entre 2004 et 2012.

Toutes ces théories – État faible, malédiction des ressources et conflits locaux – traitent des motifs mais pas des agents. Elles ne s'intéressent pas à la mobilisation armée et ne proposent pas d'analyse sociale de la manière dont les acteurs dépassent les difficultés de l'action collective et se rebellent contre l'État. Une telle vision exige à son tour de comprendre comment la société se structure dans l'Est du Congo et comment les groupes armés ont utilisé des réseaux, des opportunités politiques et des alliances avec des élites politiques puissantes, qui leur préexistaient, afin de se mobiliser et de combattre. Ces capacités sociales sont à notre sens aussi importantes que des atouts matériels comme les mines d'or ou une armée en déliquescence. En fait, les intérêts matériels ne jouent un rôle qu'en tant qu'ils affectent les relations entre acteurs sociaux<sup>13</sup>. Un tel raisonnement s'appuie sur la théorie des mouvements sociaux qui suggère que des réseaux forts, des opportunités

12. P. Richards et K. Vlassenroot, « Les guerres africaines de type fleuve Mano », *Politique africaine*, n° 88, décembre 2002, p. 13-26.

13. Cette « persuasion relationnelle » a été développée par D. McAdam, S. Tarrow, et C. Tilly, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

politiques et un cadre conceptuel partagé forment les principaux indicateurs d'une mobilisation<sup>14</sup>.

Nous appliquons cette approche à la mobilisation dans l'Est du Congo en comparant trois groupes armés qui y ont émergé depuis 2003 : le CNDP, la Pareco et les Raia Mutomboki. Nous comparons ces groupes pour brosser une typologie de la mobilisation armée dans l'Est du Congo à partir de leur structure interne et de leurs bases. Les différences sont frappantes : le CNDP entretenait des liens étroits avec les élites politiques et militaires – il fut en effet créé par celles-ci en réponse aux menaces issues de l'accord de paix de 2003 – et sa structure interne était nettement hiérarchisée. Les Raia Mutomboki ont au contraire peu de liens avec les élites locales et une structure de commandement extrêmement décentralisée. La Pareco, enfin, offre une situation intermédiaire entre les deux groupes précédents et incarne la transition d'une milice décentralisée, populaire, vers un groupe armé au service d'intérêts politiques.

#### LA POLITIQUE PAR D'AUTRES MOYENS : LE CNDP

La succession des pourparlers de paix a commencé avec l'Accord de Lusaka, en 1999, pour culminer en 2002 avec la signature, en Afrique du Sud, de *l'Accord global et inclusif* entre belligérants congolais. Cet accord de paix connut un certain succès dans l'intégration des anciens combattants au sein de l'armée nationale et du gouvernement de transition. À l'exception des groupes armés en Ituri, toutes les parties belligérantes s'y sont ralliées, attirées par les lumières brillantes et les coffres pleins de la capitale, Kinshasa, et inquiets de l'opprobre international en cas de refus de l'accord.

Pourtant, le processus de paix s'est conclu au détriment de certaines de ses parties prenantes. Le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), soutenu par le Rwanda, contrôlait plus d'un quart du pays au moment de l'unification, notamment les provinces de l'Est du Kivu, mais il risquait de disparaître s'il était fait appel aux urnes. Le RCD était impopulaire en raison de ses violations des droits de l'homme à grande échelle et de ses liens avec le gouvernement rwandais. Et en effet, lorsque les élections se tinrent finalement en juillet 2006, il ne fut crédité que de 1,5 % des voix dans le scrutin présidentiel et fut laminé à l'Assemblée nationale où le nombre de ses sièges passa de 94 à 15. Dans le même temps, le président Joseph Kabila tenta de

14. D. McAdam, J. McCarthy et M. Zald, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; D. Snow, S. Soule et H. Kriesi, *The Blackwell Companion to Social Movements*, New York, Wiley, 2004.

contourner d'autres parties à l'accord, y compris ses principaux concurrents – le RCD et le Mouvement de libération du Congo (MLC) – en maintenant une chaîne de commandement parallèle dans l'armée et le gouvernement et en cooptant certains partis plus petits<sup>15</sup>.

C'était là l'écueil le plus évident de la transition : elle finirait par priver de ses droits l'une des principales forces militaires du pays. De la même façon, les enjeux étaient élevés pour la classe politique et les milieux d'affaires à Goma et Kigali. Après sept ans du règne de groupes alliés au gouvernement rwandais – d'abord l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), ensuite le RCD –, les intérêts de cette élite étaient menacés. Le RCD n'avait pas seulement fourni sa protection pour les affaires et des postes dans l'administration : il avait aussi garanti la sécurité physique des Banyarwanda, la communauté tutsi en particulier, qui craignaient d'être persécutés.

Ce sont ces clivages entre les élites politiques du pays qui ont fourni l'espace et l'impulsion nécessaires à la rébellion du CNDP. Pour Autesserre, la force motrice derrière cette insurrection fut un sentiment de marginalisation : les Tutsi « avaient perdu tout espoir de représentation politique et, craignant toujours plus pour leurs vies et leurs biens, ils se radicalisèrent »<sup>16</sup>. L'auteure a raison dans l'ensemble, mais n'identifie cependant pas les acteurs impliqués<sup>17</sup>. Ce n'est pas un soulèvement de paysans qui a entraîné la création du groupe, mais un groupe de dirigeants politiques et militaires déchus de leur pouvoir.

Une généalogie de la rébellion démontre cette dynamique. L'histoire débute en septembre 2003 quand le général Laurent Nkunda – un commandant du RCD issu de la communauté tutsi – refuse de rejoindre la nouvelle armée nationale intégrée et lance un brain-trust, la Synergie pour la concorde et la paix, qui se transforme plus tard en un mouvement armé, le CNDP<sup>18</sup>. Nkunda arguait de problèmes de sécurité – il fut accusé de complicité dans le massacre de 160 personnes à Kisangani en 2002 – mais des témoignages de ses anciens collègues indiquent qu'il n'aurait pu mobiliser la troupe de sa seule initiative. Dans des entretiens, six anciens haut gradés du CNDP conviennent que le

15. International Crisis Group, *The Congo's Transition is Failing*, Africa Report, n°91, 2005.

16. S. Autesserre, *The Trouble With the Congo...*, *op. cit.*, p. 163.

17. Elle suggère aussi qu'une nouvelle loi sur la citoyenneté a poussé la communauté hutu à abandonner son alliance avec les Tutsi, marginalisant ces derniers. S'il est vrai que la communauté hutu, emmenée par le gouverneur du Nord-Kivu, Eugène Serufuli, a fait passer son allégeance de Kigali à Kinshasa, ce fait n'était pas lié à la loi sur la citoyenneté qui était aussi désavantageuse pour les deux groupes.

18. J. Stearns, « Laurent Nkunda and the National Congress for the Defense of the People (CNDP) », in S. Marysse et F. Reyntjens (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs : Annuaire 2007-2008*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 245-268.

Rwanda a été décisif dans sa décision initiale de faire défection, bien que certains insistent sur le fait que Nkunda agissait souvent de manière autonome et était régulièrement en désaccord avec ses alliés à Kigali<sup>19</sup>. « L'ordre est venu de Kigali; ils avaient besoin d'un plan B au cas où la transition n'aurait pas fonctionné », déclara un de ces officiers<sup>20</sup>. « Nous recevions tous des appels de Kigali », ajouta un autre, « ils nous disaient que si nous nous rendions à Kinshasa nous en reviendrions dans des cercueils »<sup>21</sup>.

L'establishment sécuritaire rwandais joua donc un rôle clé en s'assurant de la défection de Nkunda et en coordonnant celle d'autres officiers, puis en les conseillant et en leur fournissant une aide sporadique. Le Rwanda autorisa le recrutement de soldats par le CNDP au Rwanda et y participa sans doute, convoyant aussi des armes lors de son offensive sur Bukavu en juin 2004, et aidant ce même CNDP à prendre le contrôle de la base militaire de Rumangabo en octobre 2008, bien que son implication fut moins notable dans les étapes initiales du mouvement, en 2003 et 2004<sup>22</sup>.

La négligence de l'État congolais joua aussi dans cette dynamique. « J'ai passé six mois dans un camp de l'armée à Kinshasa », se souvient un ancien colonel du CNDP à propos de la transition, « sans salaire ou quiconque pour s'occuper de ma famille à Goma. J'ai alors décidé de rentrer chez moi et rejoint Nkunda »<sup>23</sup>. Un autre officier nous expliqua qu'il était basé à Kindu en 2004 quand l'un de ses co-officiers l'accusa de complicité avec Nkunda, avec lequel il n'avait pourtant eu aucun contact auparavant<sup>24</sup>.

Le Rwanda a pu s'appuyer sur un groupe de commandants militaires du RCD mécontents, qui craignaient à la fois pour leur statut et pour leur sécurité. De façon parlante, beaucoup des officiers qui en vinrent à former la colonne vertébrale du CNDP étaient de rang intermédiaire et avaient été transférés au Nord-Kivu juste avant le début de la transition, afin d'y former les 81<sup>e</sup>,

19. Tous les entretiens ont été conduits dans la confidentialité et les noms conservés l'ont été, sauf mention contraire, par consentement mutuel. Entretien avec un ancien colonel du CNDP, Goma, 30 août 2012; entretien avec un ancien lieutenant-colonel du CNDP, Goma, 21 août 2012; entretien avec un ancien major du CNDP, Goma, 22 août 2012; entretien avec un ancien dirigeant civil du CNDP, Kinshasa, 13 avril 2012; entretien avec un ancien agent des Renseignements rwandais, Rwanda, août 2012. Ces entretiens ont été réalisés par l'auteur pour le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift, voir J. Stearns, *From CNDP to M23: The Evolution of An Armed Movement in Eastern Congo*, Londres, Rift Valley Institute, 2012.

20. Entretien avec un ancien lieutenant-colonel du CNDP, Goma, 26 août 2012.

21. Entretien avec un ancien major du CNDP, Goma, 31 août 2012.

22. *Rapport du Groupe d'experts des Nations unies*, document du Conseil de sécurité S/2004/551, 15 juillet 2004, p. 22-25; *Rapport intérimaire du Groupe d'experts...*, *op. cit.*; entretien avec un ancien colonel du CNDP, Goma, 31 août 2012; entretien avec un ancien colonel du CNDP, Goma, 30 août 2012; entretien avec un ancien major du CNDP, Goma, 30 octobre 2012.

23. Entretien avec un ancien colonel du CNDP, Goma, 31 août 2012.

24. Entretien avec un ancien colonel du CNDP, Bukavu, 20 août 2012.

82<sup>e</sup> et 83<sup>e</sup> brigades. Ces officiers n'étaient pas assez haut gradés pour qu'on leur réserve des postes particuliers dans la nouvelle armée nationale intégrée et il fut assez facile à Nkunda et aux représentants rwandais de les faire pencher en leur faveur en leur promettant une situation. La peur a aussi joué un rôle (bien que de nombreux officiers tutsi aient aussi rejoint l'armée nationale). Les souvenirs de 1998 étaient encore frais quand, après le lancement de la rébellion du RCD, des centaines de soldats tutsi furent rassemblés dans les camps de l'armée à travers le pays avant d'y être massacrés<sup>25</sup>.

Ces officiers partageaient autant des expériences communes qu'une profonde méfiance envers Kinshasa. La plupart d'entre eux étaient des Congolais hutu ou tutsi, ils avaient rejoint le Front patriotique rwandais quand il n'était encore qu'un mouvement de guérilla (1990-1994), et ils avaient combattu dans les rébellions successives qui furent soutenues par le Rwanda au Congo. Le rôle important joué par ces officiers et celui des officiers de l'armée dans presque toutes les récentes rébellions au Congo depuis 2003, suggère que l'émergence d'une vaste classe d'officiers militaires, dans le giron d'une armée dotée de peu de discipline formelle, en a fait un groupe de base pour les rébellions.

Qu'en est-il des versions divergentes sur l'émergence du CNDP? La principale est probablement celle de Nkunda lui-même, qui affirme que le CNDP est issu d'une révolte populaire contre les injustices du gouvernement, et a été créé en réponse aux craintes de persécution contre les Tutsi. On retrouve des échos de cette version dans les récits de chercheurs ou d'ONG<sup>26</sup>. Selon cette version, le Rwanda a seulement joué un rôle mineur d'appui et les élites locales ne furent pas aussi importantes que le soutien populaire.

Certains éléments abondent à la fois en faveur de cette version et de celle que nous avons développée plus haut : la popularité de Nkunda dans la communauté tutsi, les contributions financières nombreuses et populaires dont le CNDP a bénéficié, ainsi que la prévalence d'un sentiment anti-Tutsi au Congo. D'autres éléments suggèrent cependant une réalité différente. Comme nous l'avons déjà noté, le Rwanda a joué un rôle important pour s'assurer de la défection de Nkunda de l'armée nationale et a continué ensuite à avoir un rôle majeur au sein du groupe.

---

25. Bureau du Haut-Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, « Report of the Mapping Exercise Documenting the Most Serious Violations of Human Rights and International Humanitarian Law Committed Within the Territory of the Democratic Republic of the Congo Between March 1993 and June 2003 », juin 2010, p. 152-162.

26. S. Autesserre, *The Trouble With the Congo...*, *op. cit.* ; S. A. Scott, *Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu : au cœur de la guerre congolaise*, Paris, Karthala, 2009.

Parmi les 18 anciens haut gradés du CNDP interrogés dans le cadre de cette recherche, tous ont expliqué que les relations entre le CNDP et le Rwanda étaient souvent instables, alors que de nombreux officiers congolais tutsi nourrissaient du ressentiment pour le traitement passé qui leur avait été infligé par l'armée rwandaise. Néanmoins, dans leur grande majorité (quinze), ils s'accordèrent sur le soutien rwandais au CNDP bien qu'ils exprimèrent aussi des divergences sur le degré d'indépendance du groupe. Plus des deux tiers expliquèrent que le CNDP n'aurait pas pu voir le jour et persister sans le soutien rwandais.

Le rôle d'une autre élite, celle de Goma – les franges affairistes et les opérateurs politiques qui avaient fait carrière dans le RCD – est plus ambiguë. Durant la transition, sa sécurité personnelle et ses intérêts financiers furent menacés. Les souvenirs de persécution sont profonds dans la communauté. Presque tous les Tutsi du Nord-Kivu ont fui la campagne congolaise en 1994 suite à l'afflux de réfugiés hutu et des milliers d'entre eux furent tués. La transition menaçait donc non seulement les bases de leur pouvoir mais aussi – au moins dans la perception de bon nombre d'entre eux – leur survie même.

Le soutien des membres de cette communauté au CNDP est évident, bien que selon d'anciens membres du CNDP, seuls quelques-uns donnèrent de l'argent au début. La majorité des donations a été faite une fois le groupe formé en 2006, décroissant à nouveau à mesure que le CNDP devenait capable de collecter assez de taxes, fin 2007<sup>27</sup>. D'anciens officiers du CNDP parlent aussi de réunions régulières tenues dans les résidences de membres influents de la communauté et de levées de fonds au sein de celle-ci. Ils ont mis sur pied des *syndicats*, cellules locales de soutien en charge des relations avec la communauté, du recrutement et du financement à travers toute la région, et reçu des sommes significatives. «On pouvait facilement obtenir 10 000 US\$, surtout de la part de propriétaires terriens tutsi congolais au Rwanda», expliquait un ancien commandant du CNDP<sup>28</sup>.

Ce soutien n'était cependant pas toujours évident. D'autres hommes d'affaires et propriétaires terriens payaient de peur que le CNDP ne pille leurs biens ou ne volent leur bétail. «Le milieu des affaires ici est conservateur, ils ont de grands investissements qu'ils ne veulent pas perdre. Beaucoup ont

27. Entretien avec un ancien colonel du CNDP, Goma, 31 août 2012; entretien avec un ancien colonel du CNDP, Goma, 30 août 2012; entretien avec un ancien dirigeant civil du CNDP, Kinshasa, 13 avril 2012 et entretien avec un ancien major du CNDP, Goma, 31 août 2012.

28. Entretien avec Frank Bwambale Kakolele, ancien chef d'état major du CNDP, Kinshasa, juillet 2008.

donné de l'argent au CNDP pour ne pas les avoir sur le dos mais ils ne le soutiennent pas vraiment», indiquait un homme d'affaires de Goma<sup>29</sup>.

Même le soutien de la communauté tutsi congolaise, dans laquelle Nkunda était largement populaire, demeurait secondaire par rapport au soutien du Rwanda, et le contredisait parfois. « Nous n'avons plus de communauté tutsi cohérente », a argumenté l'un des colonels interrogés, « elle a été éclatée par les guerres et la domination du Rwanda »<sup>30</sup>. Un autre commandant fut encore plus direct : « la communauté tutsi congolaise nous soutenait mais ce n'était pas comme si n'importe qui pouvait nous donner des ordres ou nous dire quoi faire »<sup>31</sup>. Cette absence de base cohérente et les preuves de la main lourde de Kigali s'accrochèrent quand le CNDP fut intégré à l'armée congolaise en 2009 après la signature d'un accord de paix entre le Rwanda et le Congo. Les troupes rwandaises ordonnèrent à Nkunda de franchir la frontière, l'arrêtèrent et enjoignirent les commandants restants du CNDP de rejoindre l'armée congolaise<sup>32</sup>. Lorsque certains des soutiens de Nkunda firent pression sur le gouvernement rwandais ils furent tués, notamment Denis Ntare Semadwinda, l'un des anciens les plus respectés dans la communauté.

Le CNDP était né d'une division nationale créée par le processus de paix, une scission qui conduisit les dirigeants politiques et militaires de Goma et Kigali à créer un groupe armé pour leur servir de levier sur le gouvernement de Kinshasa et protéger leurs intérêts. Ce faisant, ils s'appuyèrent sur des réseaux principalement constitués d'officiers militaires tutsi soudés par des expériences communes. Le résultat fut un groupe armé très intégré, doté de liens solides avec le gouvernement rwandais et jouissant d'une profonde assise parmi la communauté tutsi locale.

#### **D'UNE RÉBELLION POPULAIRE À L'INFLUENCE POLITIQUE : LA PARECO**

L'élan qui poussa le CNDP venait clairement des élites locales et régionales. Mais tous les groupes armés ne sont pas si étroitement intégrés aux couches supérieures des affaires et de la politique. La Pareco offre l'exemple d'un groupe armé doté de racines locales, milice décentralisée dans la zone montagnaise de Masisi en 1993, puis transformée au fur et à mesure que les structures sociales changeaient et que les groupes armés s'intégraient de plus

29. Entretien avec un homme d'affaires proche du CNDP, Goma, 18 août 2012.

30. Entretien avec un ancien colonel du CNDP, Goma, 31 août 2012.

31. Entretien avec un ancien major du CNDP, Goma, 31 août 2012.

32. Cette décision s'explique à la fois par la pression exercée par les bailleurs de fonds sur le Rwanda et par les tensions intensifiées entre Kigali et Nkunda.

en plus aux réseaux économiques et politiques. En 2007, lorsque la Pareco fut officiellement créée, les intérêts et le destin du groupe étaient mêlés à ceux des hommes forts politiques de Goma.

Pour retracer cette histoire et observer comment les dynamiques sociales peuvent influencer la trajectoire de l'insurrection armée, il est utile de revenir sur les luttes communautaires au Kivu, dont bon nombre furent liées à l'immigration de près de 300 000 Rwandais dans ces provinces montagneuses durant l'époque coloniale (1908-1960). Beaucoup a été écrit sur cette période et les politiques foncières et de citoyenneté sous Mobutu ont encouragé la violence dans les collines du Masisi en 1993. Mais il est ici important de souligner les différences dans l'organisation sociale entre groupes armés à l'époque et aujourd'hui<sup>33</sup>.

La violence au Masisi émergea lorsque politiques locale et nationale entrèrent en collision, les leaders de Kinshasa et de Goma cherchant à profiter des dissensions communautaires dans un climat politique toujours plus incertain. En 1993, une profonde crise politique engloutit le Zaïre alors que le pays, profondément appauvri et corrompu, commençait à s'ouvrir au multipartisme démocratique.

La faiblesse de l'État avait entre temps nourri l'émergence de *mutuelles*, ces groupes communautaires d'entraide à base ethnique, qui comblaient le vide laissé par l'État. Ces groupes devinrent des acteurs politiques de poids pendant la période de démocratisation, des véhicules du lobbying politique destinés à protéger les intérêts de la communauté et à mener des projets de développement de base. Des tensions émergèrent rapidement entre les Banyarwanda – parmi lesquels de nombreux descendants des immigrés de la période coloniale – et les communautés dites « indigènes » : les Hunde, Nyanga, Tembo et Nande. La plus importante de ces associations était la Mutuelle agricole des Virunga (Magrivi), formée à Kinshasa en 1980 par des dirigeants hutu dans le but de promouvoir la solidarité et le développement au sein de leur communauté. Pour sa part, la communauté hunde dont les chefs coutumiers régnaient sur la majeure partie du Masisi, forma une organisation similaire, la Bushenge-Hunde. Ces deux mutuelles armèrent des

33. P.-J. Laurent et A. Mafikiri Tsongo, *Mouvements de populations, cohabitations ethniques, transformations agraires et foncières dans le Kivu montagneux. Repères historiques et mise en perspective théorique. Rapport intermédiaire de recherche pour le CIUF et l'AGCD*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, Institut d'études du développement, 1996 ; K. Vlassenroot et C. Huggins, « Land, Migration and Conflict in Eastern DRC », in C. Huggins et J. Clover (dir.), *From the Ground Up Land Rights Conflict and Peace in SubSaharan Africa*, Pretoria, Institute for Security Studies, 2005, p. 115-194 ; B. Mararo, « Land, Power, and Ethnic Conflict in Masisi 1940s-1994 », *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 30, n° 3, 1997, p. 503-537.

groupes d'auto-défense et les meurtres se répandant autour du contrôle de la terre et du pouvoir politique proliférèrent.

En mars 1993, des milices essaimèrent à travers le Masisi suite au meurtre d'un chef local à Ntoto, tué par des paysans hutu, et qui entraîna le massacre de Hutu par de jeunes Hunde. Au sein de la communauté hutu de Masisi qui, du fait de son passé immigrant n'a pas de chefs coutumiers, les dirigeants de la branche locale de la Magrivi devinrent souvent les commandants de ces milices, à l'instar de nombreux instituteurs, ecclésiastiques et autres hommes d'affaires locaux. L'objectif principal de ces milices – alternativement appelées Hutu combattants et magrivistes (bien que le parti Magrivi n'ait pas de lien officiel avec eux) – était l'autodéfense.

Formé quatorze ans plus tard, le groupe des Pareco est un descendant direct de ces milices hutu avec lesquelles il partage bon nombre de chefs et commandants. Le type de mobilisation adopté diffère néanmoins à plusieurs égards et offre une indication de transformations plus vastes de la violence armée dans la société kivutienne. Les milices hutu formées à cette époque dans le Masisi étaient assez décentralisées et fermement ancrées dans les communautés rurales. Des entretiens avec trois commandants de cette période indiquent que lorsque les milices virent le jour en 1993, leurs branches individuelles se connaissaient peu entre elles et qu'elles parvinrent seulement à constituer un commandement unifié entre 1994 et 1996. Les décisions sur la collecte des taxes, les opérations militaires et la politique officielle étaient prises à l'échelle locale et sans consultation avec certains des alliés à Goma<sup>34</sup>.

Dans les années suivantes, ces milices ont cependant développé des intérêts propres et se sont de plus en plus détachées de leurs bases rurales, se rapprochant au contraire des élites militaro-politiques de Goma, Kigali et Kinshasa. Les forces de défenses populaires décentralisées se sont ainsi fortement structurées en interne et liées à des hommes forts de la région.

Le moment décisif de cette évolution eut lieu durant le règne du RCD, soutenu par le Rwanda, sur le Nord-Kivu (1998-2003). Face à une insurrection violente dans le nord-ouest du Rwanda, dotée de bases arrières au Nord-Kivu, il devint impératif pour Kigali de sceller une alliance entre communautés hutu et tutsi à l'intérieur même du RCD afin de convaincre la population locale de se dissocier des rebelles de l'Armée de libération du Rwanda (ALiR). Le résultat fut le recrutement de figures dirigeantes hutu, notamment de nombreux magrivistes, par le RCD. Des commandants comme Robert Seninga, Emmanuel Munyamariba, Janvier Mayanga et David Rugayi, qui avaient fait

34. Entretien avec Robert Seninga, ancien dirigeant politique de milice au Masisi, Goma, 12 mai 2012; entretien avec un ancien commandant de milice au Masisi, Goma, 11 mai 2012; entretien avec un ancien commandant de milice au Masisi, Goma, 15 mai 2012.

leurs armes dans les combats de 1993, furent intégrés de pair avec une majorité de miliciens hutu et on leur accorda des postes influents dans le RCD<sup>35</sup>.

L'apogée de ce nouveau consortium de leaders militaro-politico-affairistes arriva sous le règne d'Eugène Serufuli, gouverneur hutu du Nord-Kivu entre 2001 à 2006. À partir de la fin 1998, des responsables sécuritaires rwandais et congolais commencèrent à évoquer des formes nouvelles de mobilisation. Ils conclurent une alliance de chefs hutu et tutsi qui œuvreraient à la réconciliation entre les deux communautés et rapatrieraient des réfugiés rwandais dont plusieurs dizaines de milliers peuplaient encore les forêts du Kivu. Des slogans populaires comme *bene mugab'umwe* (« fils d'un même père ») et *ubumwe* (« unité ») illustraient cette approche conciliatoire.

Ce même groupe de décideurs créa une association, Tous pour la paix et le développement (TPD), en octobre 1998. TPD aida Serufuli et ses associés en politique et en affaires à consolider leur pouvoir à Goma, tout en restant une organisation populaire. Elle aida à rapatrier des Hutu réfugiés au Rwanda et mit en place des projets de développement avant de finir par armer sa propre milice, la Local Defence Force<sup>36</sup>. De façon parlante, cette initiative semble moins résulter d'une volonté du gouvernement rwandais que d'une proposition faite à Kigali – et donc au leadership du RCD – par des officiers de rang intermédiaire des renseignements rwandais et des politiciens congolais<sup>37</sup>. Ce consortium fut encore renforcé par une série d'entreprises commerciales initiées par des proches de Serufuli, dont certains bénéficiaient d'un soutien financier rwandais – un réseau de téléphones portables (Supercell), une compagnie d'assurance (SCAR), et une coopérative minière (MBC).

De la même manière que le processus de paix créa un clivage autour duquel le CNDP s'unit, il sema la confusion dans la classe dirigeante politique et militaire hutu de Goma. La communauté hutu forme le principal groupe ethnique dans les territoires de Nyiragongo, Rutshuru, et Masisi, et ses dirigeants ayant de bonnes chances d'être élus, ils disposaient d'une solide base pour forger une alliance avec le président Joseph Kabila qui partait favori des élections de 2006. Selon le Gouverneur, « j'avais senti depuis Sun City [où l'Accord global et inclusif sur la Transition fut signé en 2002] que le RCD n'avait pas de futur. C'est pourquoi j'ai pris la décision de me rapprocher de

35. Entretien avec Robert Seninga, ancien dirigeant politique de milice au Masisi, Goma, 13 mai 2012. Pourtant, certains commandants hutu continuèrent à s'opposer au Rwanda, dont un grand nombre sous les ordres de Hassan Mugabo et Bigembe Turinkinko.

36. B. Mararo, « Le TPD à Goma (Nord Kivu) : mythes et réalités », in S. Marysse et F. Reyntjens (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2003–2004*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 136-166.

37. Entretien avec un ancien responsable sécuritaire rwandais, Rwanda, août 2012 ; entretien avec un ancien proche d'Eugène Serufuli, Goma, 29 août 2012.

Kinshasa »<sup>38</sup>. L'ascension du CNDP associée à l'imminence des élections, ont donné le coup de grâce à Serufuli. Il était cerné des deux côtés : les fidèles alliés hutu de Kabila avaient commencé à courtiser sa base populaire et, fin 2005, Nkunda avait déjà fait pencher la majeure partie des anciens FDL vers lui.

Début 2006 Serufuli arrêta son choix et se tourna vers Kinshasa tout en renforçant ses liens avec les dirigeants hutus locaux et les chefs de milices. Cette décision eut des répercussions importantes car Serufuli apportait avec lui les deux principaux commandants hutu du CNDP, ainsi qu'environ 1 500 hommes, principalement des Hutu. C'était là une indication claire du fait que les groupes armés hutu étaient désormais principalement gouvernés par les intérêts de leurs chefs et non plus par leurs bases rurales comme cela avait été le cas en 1993. Un de leurs chefs décrit les réunions dans la communauté à propos des décisions militaires de la façon suivante : « en 1993 nous avions l'habitude de tenir de petites réunions à flanc de colline, avec les anciens des familles et les notables locaux. En 2006, c'était des rendez-vous avec des hommes d'affaires, des politiciens et des chefs communautaires à Goma »<sup>39</sup>. Cela ne voulait pas dire que l'approbation de la communauté avait perdu son importance – après tout, les élections approchaient et les politiciens avaient besoin de mobiliser leur base –, mais plutôt que les communautés locales n'avaient pas leur mot à dire dans les décisions des groupes armés.

Ce qui s'ensuivit avec la création de la Pareco rendit ce changement encore plus visible. Alors que le CNDP prenait de l'ampleur, d'autres politiciens mobilisaient des groupes armés pour contrer l'insurrection de Nkunda qu'ils percevaient comme une menace politique et sécuritaire. L'impulsion initiale pour une rébellion anti-CNDP vint des chefs hutu qui s'étaient alliés à Kinshasa contre Serufuli durant la guerre du RDC. Beaucoup parmi eux avaient échoué à s'assurer de bons postes durant la transition. Les choses commencèrent autour de la mi-2006 lorsque le colonel Hassan Mugabo fit le lien avec Bigembe Turinkinko, homme fort local et chef de milice dans le sud du Masisi, aux côtés duquel Mugabo avait combattu contre le RCD<sup>40</sup>.

Dès le début c'était une initiative centrée davantage sur d'anciens opposants au RCD qu'émanant de la communauté hutu. Mugabo se lia à Bakungu Mithondeke, ancien vice-gouverneur du Nord-Kivu issu de la communauté hunde et connu pour son antipathie à l'encontre du Rwanda et de Serufuli. Sikuli Lafontaine, un chef de milice nande du territoire Lubero, rejoint leur conspiration. Fin 2006, ils avaient commencé à rallier des soldats et avaient

38. J. Stearns, *From CNDP to M23...*, *op. cit.*, p. 22.

39. Entretien avec un ancien commandant de milice hutu, Masisi centre, 17 mai 2012.

40. Entretien avec un ancien commandant de milice hutu rallié à cette nouvelle rébellion, Goma, 13 mai 2012 ; entretien avec Bigembe Turinkinko, Katoyi, 22 mai 2012.

engagé des opérations militaires restreintes. En mars 2007, le groupe annonça sa constitution officielle en Pareco, dirigé par Lafontaine et son second Mugabo<sup>41</sup>.

Mais Serufuli n'était pas en reste. Soucieux de s'assurer de sa base et de la loyauté d'autres chefs hutu, il commença à faire pression sur Mugabo pour qu'il rompe avec Lafontaine. Dans le même temps, certains parmi les alliés de Serufuli, en particulier Robert Seninga, un ancien chef hutu combattant et l'un des responsables du RCD en charge de la FDL, commencèrent à rallier des chefs locaux qui avaient appartenu au réseau de Serufuli. Fin 2007, la fissure au sein de la Pareco devint palpable alors même que se profilaient les négociations de paix. Mugabo commença à consulter Seninga plus souvent et l'un des membres hunde de son état major se lamenta : « les politiciens hutu qui entourent Serufuli ont détruit la Pareco en en faisant une affaire ethnique »<sup>42</sup>. Mugabo commença à mener des opérations sans consulter Lafontaine et en s'approvisionnant auprès de Seninga et du gouvernement congolais.

Cette fissure dans la Pareco révèle combien Mugabo était devenu dépendant d'autres leaders hutu et combien les groupes armés reposaient sur leurs alliés politiques. Lorsque Kigali et Kinshasa commencèrent à négocier l'intégration du CNDP dans l'armée nationale, fin 2008, la Pareco commença aussi à négocier son futur. Seninga et Bertain Kirivita, deux décideurs politiques hutu très liés à Serufuli, furent invités à Kigali pour y discuter avec des responsables, avant de prendre place à bord d'un avion pour aller rencontrer le président Joseph Kabila à Kinshasa<sup>43</sup>.

La Pareco marquait la fin de la mobilisation sociale dans la communauté hutu, la dernière étape d'une transformation des milices décentralisées et autonomes du Masisi des années 1993, et incarnait désormais une instrumentalisation de la violence armée par une élite politique. Les liens entre hommes d'affaires, politiciens et chefs militaires furent décisifs dans sa mobilisation. Lorsque le CNDP commença à prendre forme et à mesure que des chefs politiques hutu cherchaient à accroître leur stature politique, ces réseaux jetèrent leur poids derrière une nouvelle rébellion armée.

Ce type d'instrumentalisation de la violence armée à des fins politiques est aujourd'hui devenu un lieu commun dans l'Est du Congo, surtout depuis la fin de la transition politique de 2006. Auparavant, les groupes armés étaient généralement alliés à un des gouvernements de la région : Rwanda, Ouganda,

41. Entretien avec un ancien colonel Pareco, Goma, 30 mai 2012 ; entretien avec un ancien major Pareco, Goma, 24 mai 2012.

42. Entretien avec un ancien colonel Pareco, Goma, 27 mai 2012.

43. Entretien avec un ancien proche d'Eugène Serufuli, Goma, 29 août 2012 ; entretien avec un chef politique hutu, Goma, 12 mai 2012.

ou Kinshasa. La fin de la deuxième guerre du Congo en 2003 a cependant apporté deux changements importants pour les groupes armés.

D'abord, la fusion des différents belligérants dans l'armée nationale. Les différents groupes armés comprenaient un nombre très important d'officiers supérieurs et de soldats du rang à l'éducation militaire approximative. Mais ils mirent très vite à profit la formation qu'on leur dispensât afin de rivaliser pour le pouvoir au sein de l'armée nationale. Participer à des insurrections devint rapidement un bon moyen de négociation pour les officiers mécontents en quête de promotions ; du fait de la faiblesse de l'armée, de telles rébellions se finissaient souvent par un marchandage portant notamment sur des grades et des postes.

Second changement, l'avènement de la démocratie multipartite. Ici aussi, de nouveaux partis étaient à la lutte, à l'instar de celui de Serufuli, pour bénéficier du soutien d'une base électorale et des faveurs du gouvernement de Kinshasa. La violence armée était devenue un moyen pour certains leaders politiques au Kivu, mais pas pour tous, de renforcer leur position.

Qu'en est-il des explications alternatives sur le développement de la Pareco ? Les élites sont sans doute plus visibles à l'œil du chercheur, mais les moteurs réels des rébellions pourraient être à rechercher dans le local ; et la Pareco formait peut-être un groupe de défense communautaire qui protégeait les populations locales.

Certains éléments renforcent cette thèse : un chef communautaire a ainsi suggéré lors d'un entretien que la mobilisation initiale dans les zones rurales, fin 2006, fut spontanée et qu'elle répondait aux recrutements forcés du CNDP<sup>44</sup>. Mais ces initiatives furent rapidement préemptées par les élites hutu. Les divisions au sein de la Pareco montrent ainsi comment des leaders comme Seninga et Munyamariiba pouvaient influencer la trajectoire d'un groupe. Cette analyse est confirmée par des entretiens. Cinq anciens chefs de la Pareco ont ainsi rapporté que les décisions sur le recrutement, les opérations militaires et la collecte de fonds venaient toutes du commandement politique et militaire du groupe<sup>45</sup>.

Peut-être le signe le plus flagrant de la déconnexion croissante entre cette forme de mobilisation et son ancienne base rurale est-il à rechercher dans les exactions croissantes et la taxation que ces soldats issus des campagnes

44. Entretien avec Félicien Miganda, chef des Mai-Mai Mongol, une autre milice hutu du Masisi, Goma, 28 mai 2012.

45. Entretien avec un ancien colonel Pareco, Lubero, 13 octobre 2012 ; entretien avec un ancien chef politique Pareco, Goma, 29 mai 2012 ; entretien avec un ancien commandant de milice hutu rallié à cette nouvelle rébellion, Goma, 13 mai 2012, entretien avec un ancien commandant de milice au Masisi, Goma, 15 mai 2012, et entretien avec un ancien colonel Pareco, Kinshasa, 14 avril 2012.

pratiquaient, de même que dans la refondation politique locale qui suivit la nomination par Serufuli de dizaines de nouveaux chefs<sup>46</sup>.

### LE POUVOIR D'UNE IDÉE : LES RAIA MUTOMBOKI

Il serait faux de croire que tous les groupes armés du Kivu sont les simples instruments des machinations d'une élite et d'officiers désabusés en quête de rentes et de postes dans l'armée nationale.

Il n'y a pas qu'un modèle de mobilisation et la création des Raia Mutomboki (« citoyens indignés », RM) entre 2005 et 2012, offre un bon exemple d'un groupe qui puise dans des préoccupations locales, très peu lié à des élites politiques et aux liens limités avec d'anciens officiers de l'armée. C'est un exemple extrême de décentralisation d'un groupe armé populaire.

Les RM sont d'abord apparus en 2005 dans le territoire de Shabunda. Par opposition aux autres groupes créés par des officiers ou des politiciens mécontents, aucun de leurs fondateurs n'appartenait ou n'était lié à des élites nationales. Néanmoins, l'apparition de ces groupes fut déclenchée par des développements politiques nationaux. La transition, qui avait débuté en 2003, apporta avec elle l'intégration dans l'armée et la démobilisation, poussant bien des groupes Mai-Mai d'autodéfense de Shabunda hors de la zone et laissant un vide sécuritaire. Les rebelles rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) profitèrent de cette situation et occupèrent des zones minières et des routes commerciales; mais ils se sentaient aussi trahis par les Mai-Mai qui avaient jadis été leurs alliés avant de rejoindre l'armée congolaise, et ils lancèrent des attaques sporadiques contre eux<sup>47</sup>.

Ces développements ont conduit à des attaques croissantes des FDLR contre des civils de Shabunda. L'incident le plus connu, qui conduisit à la création du premier groupe RM, fut le massacre de douze civils par les FDLR dans le village de Kyoka<sup>48</sup>.

Le chef de ce groupe était Jean Musumbu, un ancien guérisseur traditionnel qui allait devenir le patron spirituel d'un mouvement RM élargi. La pièce centrale du mouvement était la *dawa*, ce médicament puisant dans les traditions de la société rega locale et censé changer en eau les balles tirées sur les

46. Human Rights Watch, « DR Congo: Peace Accord Fails to End Killing of Civilians », juillet 2008, <[www.hrw.org/news/2008/07/17/dr-congo-peace-accord-fails-end-killing-civilians](http://www.hrw.org/news/2008/07/17/dr-congo-peace-accord-fails-end-killing-civilians)>, consulté le 11 février 2013.

47. Entretien avec un chef local de Shabunda, Bukavu, 10 décembre 2012.

48. Rapport confidentiel des Nations unies sur Raia Mutomboki, 17 mai 2012, en possession de l'auteur.

guerriers Mai-Mai ou rendre ces derniers invisibles. La milice se répandit rapidement dans la chefferie Wakabongo I du Sud-Shabunda, évitant au moins initialement toute structure formelle ou formation militaire.

Le groupe connut un étonnant succès et chassa les FDLR hors de la zone. Cette réussite est en partie imputable à la base large du groupe qui a privé les FDLR d'alliés locaux et de caches. Dans certains secteurs, les chefs estimaient que la plupart des hommes participaient aux opérations contre les FDLR, la majorité retournant aux champs et aux affaires courantes une fois qu'elles étaient terminées. Les tactiques brutales des RM sont une autre raison de leur succès : depuis ses débuts, ce premier groupe RM a ciblé les familles des combattants des FDLR, n'hésitant pas à les tuer ou à les mutiler. Le commandant d'un bataillon des FDLR qui s'était rendu, déclara devant la mission onusienne de maintien de la paix (Monusco) que :

« les ennemis les plus efficaces des FDLR au Sud-Kivu sont les Raia Mutomboki. Il déclara qu'ils avaient entravé les efforts déployés par son bataillon pour aller vers le Nord et Ekingi afin d'apporter un soutien aux forces FDLR du Nord-Kivu, en tuant 33 membres de la population civile des FDLR dans la zone d'Ekingi la semaine dernière<sup>49</sup> ».

Les Raia ne s'étaient au départ pas diffusés au-delà de la chefferie Wakabongo I du Sud-Shabunda, où ils maintinrent une structure très décentralisée dans laquelle l'influence d'un commandant dépassait rarement son village. Les chefs locaux offraient aussi un soutien au mouvement, notamment en fournissant des vivres<sup>50</sup>. Mais le groupe n'avait que peu d'échos au-delà de Shabunda, comme en témoigne le recensement hebdomadaire de la Monusco évaluant les menaces dans l'ensemble du pays et incluant des rapports de toutes les provinces, qui ne mentionne qu'une quinzaine de fois les RM entre 2005 et 2007<sup>51</sup>.

La première apparition du groupe sur la scène nationale eut lieu en janvier 2008 quand le gouvernement congolais convoqua des discussions de paix à

49. *Interview With Lieutenant Colonel Idrissa Bizimana*, 13 mars 2011, rapport confidentiel des Nations unies en possession de l'auteur. Ces exactions ont été confirmées par une enquête des Nations unies : voir Bureau du Haut-Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, « Report of the United Nations Joint Human Rights Office on Human Rights Violations Perpetrated by Armed Groups During Attacks on Villages in Ufamandu I and II, Nyamaboko I and II and Kibabi Groupements, Masisi Territory, North Kivu Province Between April and September 2012 », 14 novembre 2012, <[www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/UNJHRO\\_HRVMasisi\\_en.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/UNJHRO_HRVMasisi_en.pdf)>, consulté le 11 février 2013.

50. Dans la société rega l'autorité traditionnelle se trouve entre les mains des chefs de clans et de villages, bien que pendant la période coloniale des entités coutumières plus larges avec de nouveaux chefs aient aussi vu le jour.

51. *Weekly Threat Assessments*, rapports confidentiels des Nations unies, en possession de l'auteur.

Goma en réponse à l'escalade de la violence autour du CNDP. Deux leaders de la communauté rega – Sadiki Devos Kangalaba et Salumu Kaseke – avaient saisi l'opportunité de gagner un siège à la table des négociations pour représenter les RM, bien que n'ayant pas de mandat officiel du mouvement.

La phase suivante de mobilisation advint en 2009 selon une dynamique similaire, provoquée cette fois-ci par l'accord de paix entre le gouvernement congolais, le CNDP et d'autres groupes armés. Au terme de cet accord, l'armée congolaise attribua des postes très haut placés aux deux chefs de la Pareco et du CNDP dans des unités intégrées, générant un fort ressentiment chez les leaders d'autres groupes armés et ethniques. Ces unités furent ensuite déployées contre les FDLR dans des opérations militaires successives baptisées Umoja Wetu, Kimia II et Amani Leo. Ces opérations déplacèrent presque un million de personnes au Kivu en 2009 et provoquèrent des attaques des FDLR en représailles contre les populations locales. Dans l'esprit des habitants du Shabunda et d'autres parties du Kivu, l'accord de paix entre le Congo et le Rwanda a « remué le guépier des FDLR » ainsi qu'un chef de village l'exprima, et occasionna le déploiement de commandants hutu et tutsi de l'armée nationale dans les mêmes zones<sup>52</sup>.

En février 2011, des groupes se faisant appeler Raia Mutomboki commencèrent à ressurgir, se répandant cette fois-ci vers la partie nord de Shabunda. Contrairement aux autres groupes, leur croissance ne se fit pas par le biais d'un recrutement vertical au sein de structures existantes mais de manière horizontale, car l'idée des Raia Mutomboki – en particulier l'idéologie de l'autodéfense et l'idée que la *dawa* pouvait rendre les soldats invincibles – se transmet de village en village. « C'était comme une contagion » expliquait un chef local, « les jeunes prirent des armes sans aucune organisation au début. C'est seulement plus tard qu'ils sont devenus plus structurés »<sup>53</sup>.

Le déclencheur de cette réémergence fut la restructuration de l'armée congolaise qui poussa toutes les unités basées dans le Shabunda à partir. Le nouveau vide sécuritaire ainsi créé permit aux FDLR de prendre le contrôle des centres miniers et de s'en prendre aux populations locales qu'elles accusaient d'aider l'armée congolaise. Quand les FDLR se lancèrent dans un pillage généralisé en avril et mai 2011 au nord de Shabunda, deux jeunes locaux – Kikuni Juriste et Eyadema Mugugu – allèrent chercher la *dawa* auprès de Jean Musumbu et commencèrent à initier des jeunes aux rites en vigueur au sein des Raia Mutomboki autour de Lulingu, Nyambembe et Nduma. Beaucoup parmi ceux initialement impliqués, à l'instar d'Eyadema lui-même,

52. Entretien avec un chef local de Kigulube, Kigulube, 13 décembre 2012.

53. Entretien avec un chef local coutumier à Hombo, 5 décembre 2012.

étaient d'anciens mineurs artisanaux et des commerçants de minerais, des jeunes migrants qui avaient des connexions et des raisons de répondre aux FDLR.

En se popularisant, le mouvement attira des membres de l'élite politique et militaire en place. Plusieurs commandants rega de l'armée nationale – le major Donat Kengwa, le major Ngandu Lundimu et le lieutenant Musolwa Kambala, le plus connu parmi eux – firent défection mi-2011 et commencèrent à recruter des jeunes dans le nord-est de Shabunda, autour de Kibukube. Un marchand d'or, Daniel Meshe, qui avait été membre de l'entourage du président Laurent Kabila et avait vécu en Suède plusieurs années avant de rentrer dans sa ville natale de Mulanga, commença aussi à recruter après que ses opérations aurifères eurent été attaquées par les FDLR. Début 2012, un groupe Mai-Mai d'autodéfense préexistant, basé dans le Sud du Masisi, du nom de Kifuafua, se rebaptisa aussi Raia Mutomboki après que ses dirigeants eurent décidé d'envoyer des émissaires au Shabunda pour y chercher la *dawa*.

Fin 2012, quatre zones d'opérations relativement distinctes des RM étaient en place, même si dans chacune d'entre-elles les chaînes de commandement demeuraient souvent confuses et que différentes factions coexistaient : Eyadema Mugugu (Nord-Shabunda), Jean Musumbu (Sud-Shabunda), Sisawa Kindo et Daniel Meshe (Nord-Est du Shabunda), et Delphin Mbaenda (Sud-Masisi et Walikale). Si les deux premiers groupes possédaient peu d'officiers ayant une expérience militaire, les deux autres étaient construits autour de commandants qui avaient passé de nombreuses années dans l'armée et semblaient utiliser le phénomène des RM pour lancer leur propre mouvement.

Les groupes avaient au départ peu de liens avec des hommes politiques ou le milieu des affaires dans les grandes villes, ce qui est bien illustré par le fait que Musumbu a renié ceux qui étaient allés représenter le mouvement à la conférence de paix de Goma, en 2011. Des entretiens avec des communautés locales à Bunyakiri, Shabunda et Walikale laissent entendre que, loin d'être les instruments d'une manipulation élitiste, les groupes armés étaient l'expression de leur isolement géographique et politique<sup>54</sup>. Le chef d'état major d'un des groupes Mai-Mai se plaignait ainsi de n'avoir pas de moyens d'entrer en contact car il ne disposait pas d'un téléphone satellite tandis qu'un autre nous demanda des contacts de politiciens à Bukavu et Goma car il n'en avait pas<sup>55</sup>.

54. Entretien avec un chef local de Chambucha, Walikale, Chambucha, 6 décembre 2012 ; entretien avec un commandant RM, Kigulube, 15 décembre 2012 ; entretien avec un dirigeant politique RM, Bukavu, 12 décembre 2012 ; entretien avec un chef local de Hombo-Nord, Walikale, Hombo-Nord, 7 décembre 2012 ; entretien avec un leader de la société civile de Hombo-Sud, Kalehe, Hombo-Sud, 6 décembre 2012 ; entretien avec un commandant RM, Walikale, Chambucha, 7 décembre 2012.

55. Entretien avec Mutima Mabenga Muba, chef d'état major RM, Katatwa, 8 décembre 2012.

Si les RM étaient surtout motivés par l'autodéfense, certains de leurs membres avaient d'autres motivations. Plusieurs commandants locaux étaient d'anciens marchands d'or qui avaient contracté des dettes auprès des FDLR qui, du fait de leur contrôle sur l'économie locale dans certaines zones, faisaient souvent crédit aux entrepreneurs locaux. Participer aux RM leur permettait de prendre le contrôle des opérations d'extraction aurifère en liquidant par la même occasion leurs dettes. Le fait que les zones RM étaient centrées autour de concessions minières – dont les principales étaient Mulungu, Lulingu, Lubila et Kigulube – est tout sauf un accident.

Se peut-il qu'il y ait une autre explication? Les RM peuvent-ils être vus comme le résultat d'une mobilisation par le haut? Il y a peu d'indices allant en ce sens. Même les services de renseignements congolais, d'habitude si prompts à dénoncer les liens politiques des groupes armés, n'ont pu fournir aucun nom<sup>56</sup>. Leur porte-parole Kisakati fut emprisonné six mois sans que personne dans sa communauté ne se mobilise pour le faire libérer. De plus, des entretiens avec vingt dirigeants de la société civile, commandants RM et responsables congolais n'ont produit aucune preuve convaincante attestant de la participation d'élites, du moins aux stades initiaux du mouvement<sup>57</sup>.

Pourtant, durant notre recherche au Sud-Kivu fin 2012 il était évident que les RM entraient dans une nouvelle phase. Les diverses factions RM avaient semble-t-il développé des intérêts dépassant les raisons initiales de leur création et dépendaient plus des ambitions personnelles de commandants individuels que des communautés locales. Il est possible que, tout comme la Pareco, les RM commencent à se dissocier de leur base rurale et développent des intérêts propres à travers leur association avec des élites régionales.

56. Entretien avec un officier des renseignements militaires congolais, Bukavu, 7 décembre 2012.

57. Entretien avec un officier des renseignements militaires congolais, Bukavu, 7 décembre 2012; entretien avec un chef local de Chambucha, Walikale, Chambucha, 6 décembre 2012; entretien avec un chef local de Hombo-Nord, Walikale, Hombo-Nord, 7 décembre 2012; entretien avec un leader de la société civile de Hombo-Sud, Kalehe, Hombo-Sud, 6 décembre 2012; entretien avec un commandant RM, Walikale, Chambucha, 7 décembre 2012; entretien avec un chef local de Kigulube, Kigulube, 13 décembre 2012; entretien avec un commandant RM à Lubila, Evary, 16 décembre 2012; entretien avec un commandant RM à Kigulube, Kigulube, 15 décembre 2012; entretien avec un dirigeant de la société civile de Kigulube, Kigulube, 15 décembre 2012; entretien avec un chef local de Kigulube, Kigulube, 15 décembre 2012; entretien avec un responsable des renseignements congolais, Bukavu, 8 décembre 2012.

**REPENSER LES CRISES AU KIVU**

Il n'existe pas de théorie générale du conflit au Congo, pas d'équation simple à même d'expliquer quand et pourquoi les groupes armés émergent. Comme on peut le voir à partir des différents facteurs mis en avant ci-dessus, une multitude de variables jouent sans doute un rôle. Pourtant, en focalisant l'attention non plus sur des facteurs matériels statiques – comme la faiblesse étatique, les conflits locaux sur le foncier et l'autorité coutumière et les ressources naturelles – mais sur une compréhension de la façon dont les groupes armés sont liés à la société dont ils sont issus, on peut tirer certaines conclusions relatives au processus qui guide l'escalade de la violence au Kivu depuis 2003.

Nous avons ici insisté sur le fait que des élites dépossédées de leur pouvoir, des réseaux sociaux forts organisés autour d'entrepreneurs militaires et le bourgeonnement d'une culture politique de la violence – plus particulièrement l'utilisation croissante des groupes armés pour servir des objectifs politiques – expliquent pourquoi la violence a persisté et s'est intensifiée au Kivu à l'issue du processus national de paix.

Le déclencheur direct de cette rechute conflictuelle est à rechercher dans les échecs du processus de paix. Si les années tumultueuses de 2003 à 2006 – quand les élites du pays furent amenées dans un gouvernement de transition, les groupes armés intégrés à l'armée nationale et des milliards de dollars d'argent de l'aide déversés dans l'économie locale – ont vu la résolution de certains problèmes, elles en ont généré d'autres.

Au cœur de cette nouvelle crise se trouvait une tension entre le pouvoir militaire auquel était parvenu le RCD et l'avenir auquel il pouvait prétendre dans un Congo démocratique, les élections risquant de décimer le pouvoir des anciens rebelles. Devant l'enjeu de la sécurité des ressources des élites locales autour de Goma, et face à l'incapacité du gouvernement central à fournir des garanties crédibles, des dirigeants basés à Kigali et Goma formèrent une nouvelle rébellion, le CNDP.

En contraste avec des recherches comme celle d'Autesserre, cette comparaison entre différents groupes armés défend l'idée que ce défi initial au processus de paix fut d'abord guidé par des élites et non par des préoccupations d'ordre local. Il ne s'agit pas de dire que le chômage rampant, l'anomie sociale et les conflits fonciers ne sont pas importants. Mais ni la distribution géographique de ces jeunes ni le processus par lequel les groupes armés se sont formés ne laissent entendre qu'ils furent à l'origine de cette escalade.

Cette analyse insiste aussi de manière différente sur l'importance des ressources naturelles. Après tout, l'Est du Congo dispose de mines d'or,

d'étain et de tantale et les élites locales de Goma ne sont pas plus gourmandes qu'ailleurs. Ce qui est singulier à Goma et dans les milieux ruraux qui entourent la ville, c'est la convergence des intérêts économiques et des réseaux militaires, tous attachés ensemble par de forts liens ethniques. Ce point rappelle l'argument d'Arnim Langer sur la mobilisation violente en Côte d'Ivoire, qui trouve ses origines dans le chevauchement des inégalités dans l'élite et la population générale<sup>58</sup>.

Ce n'est pas seulement une brèche entre les élites de Goma et Kinshasa qui a fourni cette impulsion ; les divisions au sein des élites locales ont également eu un impact décisif. Si la communauté d'expression kinyarwanda était restée unie et avait complètement contrôlé les réseaux politiques et sociaux autour de Goma, elle se serait sentie moins menacée par Kinshasa. Néanmoins, en lui donnant l'impression qu'elle était assiégée de l'intérieur tout comme de l'extérieur, le gouvernement transitionnel l'a radicalisée encore un peu plus. Dans la province, la logique démocratique de la transition a favorisé la communauté nande, qui bénéficie d'une majorité claire dans la province et dont les cercles d'affaires très soudés étaient en bonne position pour gagner du terrain si les réseaux clientélistes mis en place sous l'occupation rwandaise s'étaient érodés. La défection des principaux dirigeants hutu du projet de Nkunda en 2005-2006 a encore accentué ce sentiment d'anxiété parmi ses sympathisants.

Le CNDP a ensuite formé le centre d'un cycle d'escalade conduisant à la création d'autres groupes armés en réponse à la rébellion de Nkunda. Ces groupes ont été attisés par leurs propres dynamiques sociales. L'unification du pays a en particulier créé une vaste classe d'officiers militaires mécontents de leurs grades et de leurs postes et mal adaptés pour servir dans une armée nationale. Ceci, allié à la politique clientéliste du gouvernement congolais et à la nouvelle logique démocratique, a rendu l'insurrection armée vitale pour les politiciens désireux de grandir en stature – un trait que Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers appellent la « gouvernance violente et privatisée des biens et ressources publics »<sup>59</sup>.

58. A. Langer, « Horizontal Inequalities and Violent Group Mobilization in Côte d'Ivoire », *Human development Report, Oxford Development Studies*, n° 32, 2005.

59. K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, « Kivus' Intractable Security Conundrum », *African Affairs*, vol. 108, n° 432, 2009, p. 475-484.

**D**ébut 2012, le Congo est entré dans un nouveau cycle d'escalade de la violence avec la défection de presque la moitié de l'ancien corps d'officiers supérieurs de l'ex-CNDP intégrés à l'armée nationale. Leur geste était censé préempter la prise de contrôle anticipée, par le président Kabila, des chaînes de commandement parallèles que les anciens du CNDP étaient parvenus à maintenir après leur intégration dans l'armée congolaise. Le groupe issu de cette mutinerie – dénommé M23 en référence à l'accord de paix du 23 mars 2009 qui avait intégré le CNDP – était à maints égards similaire à ce dernier. Le M23 fut, comme lui, le fait de haut gradés tutsi se coordonnant avec le gouvernement rwandais afin de protéger les intérêts communs perçus des deux groupes dans l'Est du Congo. Il visait aussi à gagner en légitimité par la mise sur pied d'une aile politique, de sites internet, et en courtisant les leaders locaux.

Mais le M23 est aussi bien différent. Il lui a été difficile d'étendre son influence à d'autres communautés. Par contraste avec le CNDP, le cœur de son leadership militaire est presque exclusivement composé de tutsi du Nord-Kivu. La communauté banyamulenge du Sud-Kivu s'est publiquement opposée au mouvement, à l'instar de la communauté hutu. Même parmi les Tutsi du Nord-Kivu il a du mal à influencer sur l'opinion : Edouard Mwangachuchu, ancien président du CNDP, a dénoncé le nouveau groupe et l'élite politique tutsi locale s'est montrée bien plus prudente dans son soutien. Plus d'un tiers des anciens commandants tutsi de l'ex-CNDP originaires du Nord-Kivu n'ont pas rejoint les mutins. Du fait de la faiblesse initiale du groupe – de nombreux déserteurs des débuts ont été soit encerclés ou bien se sont rendus à l'armée – le Rwanda a aussi joué un rôle bien plus important dans le mouvement. Ce fait, combiné aux luttes de pouvoirs internes entre les factions de Sultani Makenga et Bosco Ntaganda, l'a encore fragilisé<sup>60</sup>.

L'émergence du M23 souligne l'importance de comprendre la base sociale et le contexte de la mobilisation armée. La réticence persistante de Kinshasa à mettre un terme aux réseaux de racket et de clientélisme dans son armée, la nature ténue de l'accord de paix avec le CNDP et l'ambition du Rwanda de maintenir son influence chez son voisin fournissent de nombreuses opportunités de mobilisation armée. Les élections congolaises de 2011 ont joué un rôle important, même de façon indirecte, alors que d'anciens officiers du CNDP croyaient qu'ils pourraient bénéficier d'alliances avec les perdants des élections et parce que Kabila, affaibli par le scrutin truqué, dût arrêter le commandant du CNDP Bosco Ntaganda, pour satisfaire les bailleurs de fonds.

60. Pour plus de détails sur cette dynamique, voir J. Stearns, *From CNDP to M23...*, *op. cit.*

Il n'y a plus eu de véritable processus de paix depuis 2006, fin de la période du gouvernement de transition, pour affronter ces différents défis. On a vu au contraire des corrections techniques et des accords secrets conclus entre Kinshasa et Kigali, sans qu'aucun d'entre eux ne parvienne à entraver ces dynamiques sous-jacentes. En raison de la nature épineuse du problème – un État fort ne se matérialisera pas dans un futur proche, et de tels problèmes d'investissement sont difficiles à résoudre sans la médiation d'une tierce partie crédible – il n'y a pas de solution miracle. Mais la première étape est bien de comprendre la nature du problème ■

Jason Stearns  
Yale University  
Projet Usalama, Rift Valley Institute

Traduction: Raphaël Botiveau

*Abstract*

**Rethinking the Kivus crisis: Armed Mobilization and the Logic of the Transitional Government**

*Various theories have been put forward for the persistence of conflict in the eastern Congo, ranging from state weakness to the abundance of natural resources and the importance of local conflict. The author argues that these theories cannot account for the internal variation of conflict within the Congo and lack an understanding of how grievances and interests translate into armed mobilization. Drawing on research of three armed groups in the Kivus – CNDP, Pareco, and Raia Mutomboki –, the author draws attention to the social networks and rifts that sustain armed groups. The persistence of conflict can thus be explained due to the political rifts caused by the peace process, strong mobilization networks, and the burgeoning use of armed groups by political actors to bolster their stature.*